

Mondialisation, migrations internationales et développement depuis 1945

INTRODUCTION

[Accroche] Le 3 octobre 2013, plus de 230 migrants clandestins, pour la plupart des Éthiopiens, sont morts noyés au large des côtes italiennes de l'île de Lampedusa. Ce drame rappelle combien la Méditerranée constitue un gradient démographique et économique important : vieillissement démographique et IDH élevé au Nord, jeunesse de la population et échec du développement au Sud. Quelques jours plus tard, la découverte dans le désert du Niger de près de 100 corps de migrants – dont beaucoup d'enfants – témoigne aussi d'un déplacement insidieux de la frontière migratoire de l'Europe vers le Sud du Sahara.

▲ Présentation du sujet (définition des termes du sujet)

Mondialisation : processus de généralisation des échanges et des flux entre les territoires, à l'échelle mondiale. Notons cependant que si le nombre de migrants a fortement augmenté en valeur absolue, il reste assez stable en % de la population mondiale depuis le début du ^{xx}e siècle, à l'exception des flux de touristes qui étaient alors très marginaux.

Migrations internationales : elles supposent le passage d'une frontière politique d'État. Elles peuvent se différencier par leur temporalité (définitive ou temporaire), leur nature (spontanée ou subie) et leurs causes (travail, regroupement familial, persécutions et guerres, catastrophes naturelles ou loisirs).

Développement : processus de long terme qui se traduit par l'amélioration des conditions de vie d'une population.

1945 : reconstruction, début des Trente Glorieuses et d'une croissance fordiste consommatrice de main d'œuvre peu qualifiée issue de l'immigration.

Paradoxe utile à noter : les pays développés européens ont stoppé l'immigration de travail au milieu des années 1970 dans un contexte de crise, période où pourtant le processus de mondialisation s'accélère.

▲ Problématique

La plupart des migrations conduisent des populations à quitter des zones pauvres ou instables vers des régions plus riches et pacifiées. Les flux touristiques profitent pour une partie d'entre eux à des régions ensoleillées à l'environnement préservé parce que restées à l'écart de l'industrialisation. Dans quelle mesure, donc, les migrations internationales participent-elles à la correction des inégalités de développement, dans le cadre de la mondialisation ?

▲ Plan possible

I. Depuis 1945, les migrations internationales ont été révélatrices des inégalités de développement dans le cadre d'un monde de plus en plus globalisé.

- *Pendant les Trente Glorieuses, les flux migratoires participent plutôt au développement malgré des exceptions notables à la fin de la guerre.* Les flux de travailleurs alimentent la croissance fordiste de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest. Le tourisme de masse se développe dans le cadre de la société de consommation. Il participe de la tertiarisation des systèmes productifs des pays développés. Il offre l'occasion de grandes opérations d'aménagement du territoire comme sur les littoraux languedociens et aquitains en France. Les migrations de travailleurs permettent d'accroître les flux de capitaux Nord/Sud à travers les remises. Les flux touristiques véhiculent également des capitaux vers des régions souvent périphériques, ce qui impulse leur rattrapage. Pour autant, la période est aussi marquée par des migrations de crise : c'est le cas des six millions de rapatriés japonais de la sphère de coprosperité en 1945 qui reviennent dans un pays anéanti ou des trois millions d'Allemands d'Europe de l'Est qui sont poussés vers l'Ouest par les modifications de frontières.
- *La crise des années 1970/1980 change le contexte migratoire.* En Amérique du Nord et surtout en Europe, les migrations de travail qui étaient jusqu'ici perçues comme des facteurs de développement sont désormais envisagées comme des menaces, du fait du chômage de masse. Par exemple, en France, il est décidé en 1974 de stopper l'immigration de travail. Pour autant, dans un contexte de mondialisation, il est difficile de bloquer la mobilité des candidats à la migration. C'est pourquoi le regroupement familial est autorisé (d'où la féminisation de la migration) et va devenir rapidement la première cause d'entrée des migrants en Europe. Les réfugiés politiques, au sens de la convention de Genève de 1951, sont également accueillis : dissidents d'Europe de l'Est, *Boat people* d'Asie (du Vietnam ou du Cambodge). La crise n'enraye pas la progression du tourisme international qui profite d'une nouvelle révolution des transports (ce qui en abaisse le coût) pour se mondialiser.
- *Depuis les années 1980, la tendance est à une forte recomposition de la géographie migratoire.* Les paires migratoires éclatent car la mobilité est plus facile et moins coûteuse dans le cadre de la mondialisation. En fonction des gradients de développement, des pays d'émigration deviennent des pays de transit migratoire (Maghreb) et même d'immigration (Europe du Sud). De nouveaux types de migrations apparaissent comme les réfugiés climatiques, désormais plus nombreux que les réfugiés politiques. La géographie migratoire évolue : les flux Sud/Sud sont désormais aussi nombreux que les flux Sud/Nord. Cela tient aux inégalités de développement entre les Suds : besoin de main d'œuvre des pétromonarchies du Golfe, de l'Afrique du Sud émergente, des pays du golfe de Guinée qui attirent des migrants venus du Sahel plus pauvre, etc. Mais surtout, les trente dernières années voient l'explosion des migrations clandestines en parallèle du développement de la mondialisation grise. On développera ici un exemple régional (Méditerranée ou Amérique centrale).

II. Malgré la mondialisation, les migrations internationales n'entraînent pas forcément une réduction des inégalités de développement.

- *Si la mondialisation marque le triomphe de la mobilité des capitaux, des marchandises et des services, ce n'est qu'inégalement vrai pour les hommes.* La frontière États-Unis/Mexique est sur ce point révélatrice. Celle-ci ne reste finalement vraiment ouverte que pour les touristes nord-américains allant dépenser des dollars au Mexique. Notons que la politique migratoire reste largement du ressort de la souveraineté des États. Or, par exemple, si EU et Europe de l'Ouest ont beaucoup fait appel à l'immigration de travail après 1945, le Japon n'a pas fait le même choix. Aujourd'hui, face au déferlement migratoire, certains gouvernements n'hésitent pas à se lancer dans la construction de murs pour se protéger : Ceuta et Melilla, États-Unis vis-à-vis du Mexique, Bulgarie et Grèce vis-à-vis de la Turquie, Inde vis-à-vis du Bangladesh... Or ces murs sont construits alors même que les deux pays qui se séparent ainsi physiquement appartiennent par ailleurs à la même zone d'intégration régionale : ALENA (Mexique/EU) ou SAARC (Inde et Bangladesh).

- *C'est que les migrations internationales peuvent être déstabilisatrices pour le développement.* C'est le cas lorsqu'elles sont inattendues, rapides et massives : cas des 2 millions de réfugiés syriens dans les pays voisins dont le Liban et la Turquie, cas des réfugiés du Darfour au Tchad, cas des réfugiés climatiques en Asie du Sud. Le pays d'accueil est souvent incapable d'accueillir des flux aussi soudains (notons d'ailleurs que l'UE, pourtant développée, a fermé aussi ses frontières aux migrants issus des révolutions arabes). Pour gérer ces réfugiés, le contexte de mondialisation est alors d'un précieux secours : mobilisation de l'aide internationale, souvent coordonnée par le HCR de l'ONU, arrivée des ONG pour administrer autant que faire se peut les camps. Sur un autre plan, le tourisme de masse peut aussi nuire au développement... durable. Voir le cas de la côte méditerranéenne espagnole, bétonnée depuis les années 1960.
- *Le système migratoire international n'est pas un jeu à somme nulle où les bénéficiaires tirés des migrations par les pays de départ et d'accueil seraient équilibrés.* On rappellera ici les raisons qui avaient poussé à la construction du mur de Berlin en 1961. Plus près de nous, les migrations marquent souvent les interdépendances asymétriques entraînées par la mondialisation. On peut prendre ici l'exemple du *brain drain*. Rares sont les pays comme l'Inde, qui peut profiter d'un *brain gain*, ce qui compense un peu ses investissements en matière d'éducation. Voir aussi le cas de la diaspora chinoise : celle-ci domine les pays d'Asie du Sud-Est où elle est installée (en particulier Singapour) et a aussi profité à la Chine après l'ouverture de celle-ci en 1978. Finalement, les migrations internationales peuvent créer une dépendance : voir le cas de la baisse des remises dont profitaient le Mexique après la crise de 2008 aux EU.

III. Concilier migrations internationales et développement, un défi dans le monde globalisé.

- *Le meilleur régulateur des migrations internationales : le développement.* C'est souvent la pauvreté, le désarroi et la vulnérabilité aux aléas climatiques (accentuée par le sous-développement) qui poussent à l'émigration. Même si c'est un processus de long terme, seul le développement des pays de départ peut réduire la pression migratoire : voir l'Europe du Sud et les pays émergents. Face à la crise des pays développés, on assiste même à des retournements migratoires : Espagnols vers l'Amérique latine, Portugais vers l'Angola et le Brésil. On assiste également à un développement spectaculaire du tourisme Sud-Sud, que ce soit au Maghreb ou en Asie. C'est pourquoi pays d'émigration et d'immigration s'engagent dans des processus de co-développement, à l'image du Sénégal ou du Mali avec la France. L'agence européenne Frontex offre même ses compétences pour aider les Sénégalais ou les Mauritanais à surveiller leurs frontières.
- *Le défi du choix d'une politique migratoire par les pays d'accueil.* Même dans un contexte de crise où les débats sur l'immigration sont exacerbés et parfois associés à ceux sur l'identité, le constat est que l'immigration zéro est impossible à moins d'un recours massif aux délocalisations. Voir le cas de l'Europe et de l'Allemagne en particulier : l'immigration est le seul moyen de ralentir le déclin démographique. Notons d'ailleurs la corrélation entre situation démographique et politique migratoire en Europe : pendant les Trente Glorieuses, le besoin d'immigrés s'expliquait aussi par les creux de la pyramide des âges liés aux guerres et le fait que les enfants du baby-boom n'étaient pas encore en âge de travailler. Le coup d'arrêt des années 1970/1980 tient certes à la crise mais aussi à l'arrivée massive des jeunes adultes du baby-boom sur le marché du travail. Aujourd'hui, ces derniers partent tout aussi massivement à la retraite, d'où la nécessité de l'immigration. La question est laquelle ? C'est le thème de l'immigration choisie. En France, l'objectif qui avait été fixé en 2007 – en vain jusqu'ici – de faire de l'immigration de travail la première cause d'entrée allait dans ce sens. L'Allemagne délivre elle des visas ciblés pour des secteurs d'activité précis comme l'informatique.
- *Si la mondialisation offre un cadre favorable à la concertation internationale, celle-ci est difficile sur les défis migratoires au service du développement.* À l'échelle régionale, on développera le cas des balbutiements d'une politique migratoire commune de l'UE. Le manque de solidarité est net entre le « groupe des six » (pays d'Europe du Sud exposés à l'immigration clandestine)

et les 22 autres pays. Ajoutons que 5 pays concentrent 70 % des 322 000 demandeurs d'asile recensés en 2012 (Allemagne, France, Suède, RU, Belgique). Les États oscillent ainsi entre répression et assouplissement : Manuel Valls, ministre français de l'Intérieur, poursuit la politique de reconduite à la frontière de ses prédécesseurs mais a annoncé cependant 10 000 régularisations de plus en 2013 qu'en 2012. En Italie, la loi Bossi-Fini de 2002 avait fortement durci les conditions d'entrée (quotas, fichiers d'empreintes, obligation de justifier de 10 années de présence ininterrompue sur le sol italien pour candidater à la nationalité, délit d'immigration clandestine passible de prison, etc.). Or, cette loi est largement inapplicable du fait des drames comme ceux de Lampedusa. À l'échelle mondiale, il n'existe pas de réelle gouvernance autre que des solidarités ponctuelles sur les questions migratoires. Seule l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) tente d'harmoniser les conditions de déplacement des touristes internationaux, mais les enjeux sont moindres que pour les autres mobilités.

CONCLUSION

[Réponse à la problématique] Les migrations internationales sont donc beaucoup plus des conséquences de la non réduction des inégalités de développement dans le monde que des facteurs de leur atténuation. La migration, qui relève d'abord de choix d'individus plutôt que de véritables politiques, reste encore trop souvent la marque de la détresse humaine. Les flux touristiques ou d'expatriés volontaires (dont les étudiants) échappent évidemment à ce constat. **[Ouverture]** Le défaut de régulation internationale des migrations explique qu'elles aillent encore trop souvent à l'encontre du développement. Le problème est que sans concertation internationale, une part croissante des migrations internationales intègre le champs des réseaux occultes de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, expressions de la mondialisation grise. La question migratoire pose donc le défi de la régulation de la mondialisation en général.